

Vers une Réforme historique de la Fiscalité

France **le MAG**

FEVRIER 2017

Espérance

HORS SERIE A PARTAGER SANS MODERATION



Présidentielle... Nous ne voulons pas d'un candidat... Mais d'un Projet.

« Prendre l'argent où il est, est inefficace, il faut le prendre où il passe. »

VU SUR LE WEB

DOSSIER SPECIAL



Buzz moi ça!



Vers une Réforme Fiscale historique
 La Justice fiscale est en marche
 Taxer l'activité économique plutôt que le travail

Le Revenu d'Indépendance n'est pas une utopie
 Un Revenu minimum à vie - Le Service Citoyen
 Le patriotisme et l'insertion dans la communauté française

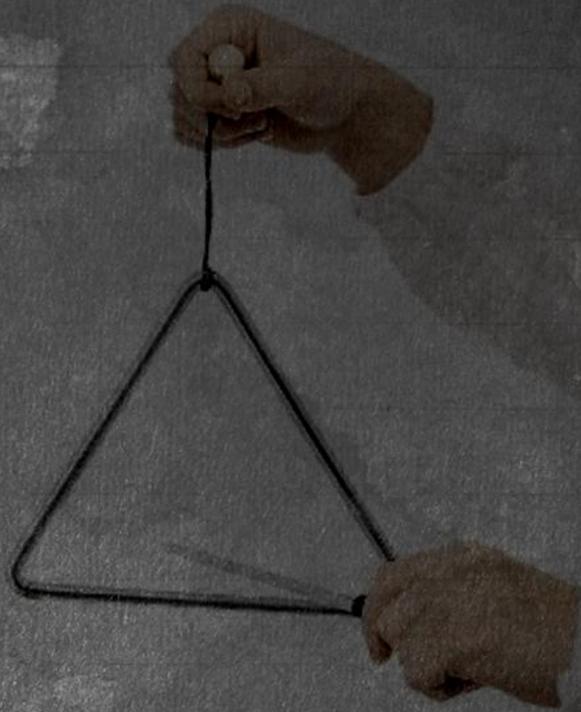
La nouvelle participation - les Associations
Le Référendum d'Initiative Populaire
 Faire du milieu associatif le cadre de la citoyenneté
 Permettre au Peuple d'exercer la politique - la Démocratie

Le Revenu Universel c'est pas mal mais il y a mieux... Il y a le Revenu D'Indépendance.

"En notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'Homme. C'est l'Homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer."
 Charles de Gaulle / Palais de l'Élysée - 25 Mars 1959



Article XIV



« tous les citoyens
ont le droit de constater,
par eux-mêmes
ou par leurs représentants,
la nécessité
de la contribution publique,
de la consentir librement,
d'en suivre l'emploi
et d'en déterminer la quotité,
l'assiette,
le recouvrement
et la durée »

Déclaration des droits de l'homme
et du Citoyen



L'herbe ne sera bientôt plus assez verte et il n'y en a déjà pas assez pour tout le monde.

4 EDITO

L'Ennemi c'est la Finance, c'est la Dette... C'est pas faux !

9 La Réforme Fiscale

C'est taxer l'activité économique plutôt que le travail.

17 Le Revenu d'Indépendance

Un Revenu progressif encadré par « le Service Citoyen ».

21 Le Service Citoyen

Ce Service conditionne « le Revenu d'Indépendance ».

31 La Mutualisation de la Gestion du Travail

Actualiser la définition du mot « Travail ».

35 L'Engagement

Le Progrès économique doit être aussi le Progrès des Peuples.

38 ANNEXES

Tableaux - Graphs - Documents - Liens



« La fiscalité moderne offre tous les caractères d'un expédient et produit tous les caractères d'un attentat. » Georges Duhamel

EDITO

LE MEUR Gilbert



Pour un Projet que nous avons articulé voilà bientôt quinze ans déjà.



Ce Monde s'est dérégulé à travers les abus d'une Finance dérégulée qui a fini par imposer ses propres règles.

Ce Monde marche à l'envers, contre l'autonomie des Peuples à décider pour eux-mêmes, il faut maintenant nous unir pour le remettre à l'endroit.



L'Ennemi c'est la FINANCE, c'est la Dette... C'est pas faux !

Un Glaive, un Bouclier, un Cheval de Bataille, c'est cela le Projet que l'on inscrit dans le MAG.

Ce MAG maintenant vous en parcourez les pages. Vous n'êtes pas seul(e). Vous allez pouvoir constituer une « Force de propositions » en chevauchant cette véritable monture et vous élanter à la conquête de la Nouvelle Participation.

2017... Nous y sommes. Une de ces cinquièmes années qui à la manière d'une année bissextile est censée rattraper le cours du Temps, remettre les pendules à l'Heure.

Une année symbolique, puisque présidentielle, dans laquelle chacun d'entre nous voudrait bien encore croire, malgré les déceptions et les résignations, qu'il reste un peu d'espoir à réformer l'Appareil Politique incompetent qui nous bouffe la Vie.

Car il est incompetent en matière de gestion de la Fiscalité et de l'Économie française depuis déjà 40 ans.

Il fait preuve aussi d'une grande maladresse (à moins que cela ne soit fait exprès) en ne répondant pas aux aspirations sociales de nos concitoyens qui naissent sur le territoire, y grandissent, se projettent dans une activité professionnelle, fondent une famille et imaginent pouvoir compter sur un État fort pour les protéger contre les aléas de la vie que sont la santé, le chômage, le passage à la retraite...

La recherche d'un État fort qui s'il récupérait une autonomie financière, contre la Dette, et contre l'obligation d'emprunter sur les Marchés Financiers Privés, pourrait satisfaire à la solidité de son Service Public. Il pourrait satisfaire aussi à la protection de sa population contre les poisons de l'agro-alimentaire, de la pétrochimie, de la pharmacie et plus généralement contre tout ce qui ne fait pas sens en matière de consommation et d'hygiène de vie (pollution des sols, de l'eau, de l'air...).

« La culture nouvelle commence là où le travailleur et le travail sont traités avec respect. » Maxime Gorki



Se passer de main d'œuvre pour augmenter les marges, ce n'est valable que si il reste suffisamment de consommateurs.

Car le Consommateur dépense parce qu'il a de l'argent et donc parce qu'il a un emploi.

Il est donc important de lui assurer un Revenu minimum solide et convenable.



Nous avons besoin d'un État fort insoumis à la pression des lobbys.

Les ordres viennent d'en haut, de l'argent-dette.



En haut où siège la Finance, sur le toit du Monde (et au sein de sa base européenne), on ne travaille plus pour les peuples mais contre les peuples. Ils ont eu besoin des Peuples un temps. Ils les ont essorés.

En 250 ans de Progrès Industriel, la Finance a parfaitement amené l'Homme corvéable où elle le souhaitait, c'est à dire construire son propre remplacement dans la chaîne de l'extraction, de la transformation... En gros du Travail.

C'est par l'Emploi qui consiste aujourd'hui à construire des machines toujours plus perfectionnées que nous comprenons que la finalité de la tâche est de nous remplacer... Et pas seulement au travail mais aussi dans notre rapport aux autres (la solidarité, les sentiments, le sexe...).

Mais le modèle se heurte à ses limites.

Se passer de main d'œuvre pour augmenter les marges, ce n'est valable que s'il reste suffisamment de consommateurs qui dépendent parce qu'ils ont de l'argent et donc parce qu'ils ont un emploi.

Où l'Homme, supplanté par la machine et les nouveaux modèles de production, va-t-il trouver l'argent pour consommer et donc faire tourner le Système ?

Conditionnons le **Revenu d'Indépendance** à un **Service Citoyen** pour permettre à l'individu d'obtenir une base d'autonomie financière conjuguée à un réel esprit de patriotisme.

LES MACHINES CONSTRUISSENT DEJA DES MACHINES

ALLO CHIMIISTES

... le Papier en Machines et autres Machins



Ce Projet est un glaive et un bouclier.



Un glaive pour réformer la fiscalité et pour réguler la Finance.

Un bouclier qui se traduit par un Revenu minimum à vie, socle qui permet à l'individu de vivre dignement et de traverser les aléas économiques.

Nous avons un Projet mais nous ne rêvons pas.

Ce projet que nous présentons ici n'aboutira jamais sans réelle volonté populaire. Il est donc impératif de faire la promotion du **Référendum d'Initiative Populaire**.

Ce Projet, comme tant d'autres, qui souhaitent mettre en défaut cette Économie mondiale assassine, sera ridiculisé par le Monde de la Finance lui-même qui commande aux industriels et aux grand patrons, qui commandent eux-mêmes aux Médias et aux Politiques (qui s'en défendent).

Pourtant ils savent que nous sommes de plus en plus nombreux à avoir désigné l'ennemi. Ils sont bien conscients que nous avons compris que la Politique dont ils tirent les ficelles n'est qu'un écran de fumée. Ils taxent ainsi par médias interposés d'utopie et de populisme tout les projets qui vont à l'encontre de la croissance de leurs intérêts. Car de Croissance il n'y en a qu'une et c'est celle-là... C'est la leur.

Mais on fait quoi de notre intérêt à nous, le plus grand nombre. Nous ne pouvons tout de même pas laisser cette frange infime de la population sacrifier les Peuples et la Planète pour satisfaire leur jouissance personnelle. Leurs intentions de profits sont sans partage et en plus sans morale.

« Régulons » le problème avec la **Réforme Fiscale**.

Il n'y a qu'en fédérant toutes les âmes de bonne volonté, que compte déjà, au moins, notre territoire, que nous pouvons espérer opposer la masse de citoyens ainsi constitués, et décidés, contre cette scandaleuse minorité agissante qui n'est autre qu'un terrorisme qui agit dans l'ombre.

Ce Projet est un Glaive et un Bouclier. C'est toute « l'Association d'Idées ».

Nous ne sommes pas contre l'Argent mais pour une Justice Économique et Sociale. Nous ne sommes pas contre l'Emploi mais pour l'associer à une Activité choisie.

Les Associations loi 1901 sont un gisement d'emplois potentiels. N'est-il pas temps en ce 21ème siècle de modifier leur logiciel. Il est trop facile de confondre bénévolat et générosité.

G.LM

Pour gagner la Présidentielle mais pas contre le Peuple, il n'y a qu'une solution... Oser et ne plus renoncer.

Nous avons entendu la proposition de Benoît HAMON pour la création d'un Revenu Universel.

Lui ne parle que de droits pour son Revenu mais faut-il encore y associer des devoirs.

Nous avons entendu aussi, et avec quelle virulence abjecte, Médias et pseudo-spécialistes de l'Économie, trop intégrés à un Système qui les nourrit, trop urbain aussi sans doute, tentent de désamorcer un projet en le qualifiant d'utopique et populiste.

Mais... Nous avons constaté aussi que les français ne dorment plus.

Lorsqu'on leur dit qu'il faut faire preuve de réalisme, ils voient bien ce qu'est le réel qu'on leur a construit ces dernières décennies. Lorsqu'on leur dit que c'est de l'idéalisme, ils comprennent aussi que l'idéal est aujourd'hui violemment et essentiellement combattu par des idéologues qui ne défendent que des intérêts privés.

Nous... Nous souhaitons défendre l'intérêt du plus grand nombre. Et même de ceux qui ne le méritent pas.

Il est temps de redonner un véritable sens au Réel et à l'Idéal.

Et comme n'était pas attendu un Benoît Hamon avec son Revenu Universel, nous pensons qu'une

« **Réelle Volonté Politique** » qui porterait notre Projet de Réforme Fiscale (utopique et populiste), contre le Monde de la Finance qui rêve de monter sur le trône pour nous imposer sa forme toute personnelle de Mondialisme, rencontrerait chez les français le même succès que conjugue le vrai réalisme et le sincère idéalisme.

Les Médias, malgré eux, se chargeront ensuite de créer le « Buzz ».

France Espérance



« Au fond, les financiers ne sont que des voleurs qui ont acheté près du Gouvernement le droit de voler. »

Edmond et Jules de Goncourt

Nous connaissons vos besoins

DYNAMICS ROBOTICS

Nous construisons votre avenir

Bienvenue
dans
un
Monde
qui
change

MULTIPLES SECTEURS D'ACTIVITÉ



INDUSTRIALISATION



MILITARISATION



ASSISTANCE

POUR TOUT ENSEIGNEMENT

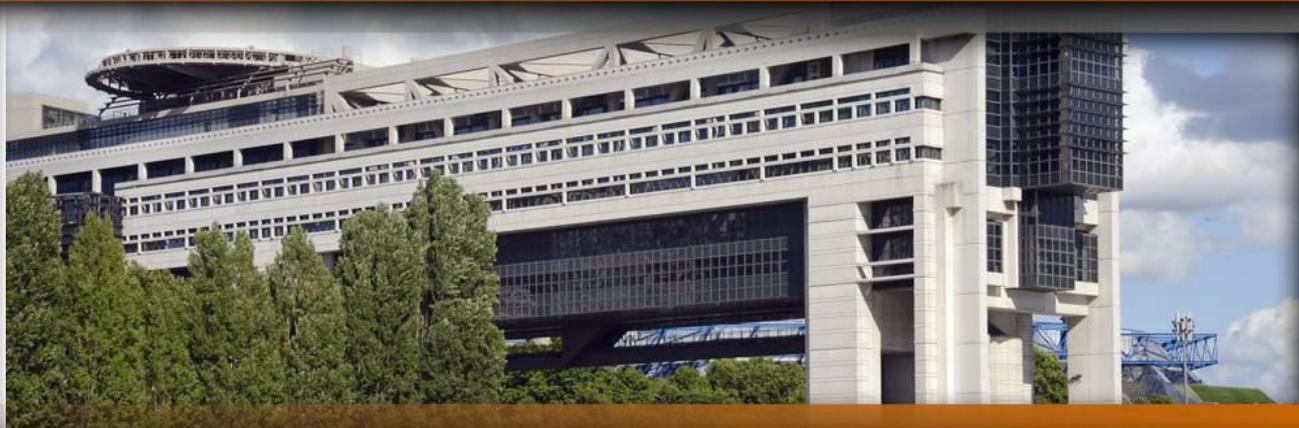
#LetsTalkSmartRobotics



COURS DISPENSES PAR UN ROBOT HUMANOÏDE DE GENERATION 3:14 - DISPONIBLE 24h/24 - 7j/7

La Réforme Fiscale

C'est taxer l'activité économique plutôt que le travail.



Comme dans la plus part des Pays dit industrialisés, les monstrueux systèmes d'impositions ont perdu toute efficacité, toute mesure d'équité, tout bon sens, toute crédibilité.

Prendre l'argent où il est, est inefficace, il faut le prendre où il passe.

C'est simplifier le prélèvement fiscal par une taxe qui libère de toutes celles qui entravent, en instaurant une révolution fiscale qui participe au désendettement de l'État, donc à notre désendettement à tous.

C'est un réel prélèvement à la source, juste, parce qu'il s'adresse à tous au prorata de son activité économique, moins lourd à supporter, parce que tout le monde y participe.

Pour les faibles Revenus, le « Revenu d'Indépendance » permet dignement de s'en acquitter.

Ce n'est pas une taxe qui s'ajoute aux autres mais qui doit remplacer toutes les autres.

Les Gouvernements successifs ont su compliquer ce système par l'ajout de nouvelles taxes sans pour autant une seule fois nous proposer une grande simplification.

Le coût administratif de la collecte des taxes et autres impôts est exorbitant. Ajustés une fois à la hausse, une fois à la baisse, au grès des gouvernances, nous savons que dans l'ensemble, appliqués de la sorte et pour certaines catégories, ces prélèvements obligatoires ne feront toujours qu'augmenter.

Au départ, la volonté était sans doute de créer des assiettes fiscales qui faisaient que chacun participait selon ses moyens. On constate aujourd'hui les limites de ce système qui collectionne exonérations, niches, ainsi qu'une maîtrise impossible de la fraude, de l'évasion fiscale et du blanchiment de l'argent sale.

Dans le souhait de conserver toujours plus longtemps cet incroyable modèle de fiscalité "exemplaire", et parce qu'augmenter les impôts ou les taxes devient rapidement insupportable pour la population, sont alors instaurées tout un panel de nouvelles taxes, plus discrètes, dites dissuasives, popularisées par des Institutions investies de protections et de santé publique.

Ainsi, boissons alcoolisées, tabac, vitesse, recyclage, écotaxe... tout tombe sous le joug d'une taxe ou d'une amende, prétexte à renflouer les caisses de l'État. Nous finissons par payer des taxes sur tous les produits et toutes les activités sans même plus nous en apercevoir.

Nous acceptons simplement de payer; résignés.

« Les gouvernements ont une vision très sommaire de l'économie. Si ça bouge, ajoute des taxes. Si ça bouge toujours, impose des lois. Si ça s'arrête de bouger, donne des subventions » Ronald Reagan

La Réforme Fiscale en action

Sa Force morale

Ce Système est donc insupportable pour la Population, pèse lourd dans l'activité des petites et moyennes entreprises, et donc augmente massivement la fraude. Du coup il coûte cher à l'État qui préfère optimiser ses moyens de contrôles et transforme également nos gendarmes et notre Police en collecteurs d'amendes.

Tout cela dégage en plus rarement de réels effets vertueux significatifs sur les fameuses dissuasions invoquées.

Et à long terme la somme, ces principes de dissuasions amendables, peuvent même être perçus comme un relent d'autorité liberticide.

Les fraudes et les évasions fiscales, elles, restent en constantes augmentations et là, très peu de dissuasion. Elles allègent pourtant toujours plus le budget de l'État et le Gouvernement bien inspiré, de continuer de compenser en empruntant ses besoins financiers sur le Marché Privé. *La main qui donne est au dessus de la main qui reçoit.* Observons les orientations politiques en matière d'économie et de fiscalité depuis 40 ans, ce n'est que trop évident.

Emprunter pour essentiellement rembourser de la Dette, c'est le serpent qui se mord la queue.

Cette Dette c'est pourtant notre Dette à tous, consentie ou pas.

Il faut rapidement mettre un terme à toutes ces dérives... Et si le Politique ne fait plus son Devoir alors le premier Devoir du Citoyen et de le remettre dans le droit chemin ou dehors... Définitivement. Faut-il encore qu'il en ait les moyens.

Annexes (page 38)

- Tableau -
Analyse de la fiscalité en l'an 2000

| Rentrées dans les caisses de l'Etat - dans le système fiscal actuel | | |
|---|---------------------|-------------------|
| | milliards de Francs | milliards d'Euros |
| TVA | 751 | 114 |
| IMPOTS SUR LE REVENU | 350 | 53 |
| IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS | 286 | 44 |
| TAXES SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS | 166 | 25 |
| DROITS D'ENREGISTREMENTS | 141 | 21 |
| RECETTES FISCALES | 191 | 29 |
| TOTAL DES RECETTES | 1885 | 287 |
| DEPENSES BUDGÉTAIRES | 2001 | 305 |
| DEFICIT 1885 - 2001 = | -116 | -18 |

- Documents -
Liste des taxes directes
et indirectes (non exhaustive)

| Documents | |
|--|--|
| Liste des Taxes directes et indirectes (non exhaustive) | |
| 1 - Impôt sur le revenu (IR) | |
| 2 - Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) | |
| 3 - Impôt sur les sociétés (IS) | |
| 4 - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) | |
| 5 - Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | |
| 6 - Taxe d'habitation (TH) | |
| 7 - Cotisation foncière des entreprises (CFE) | |
| 8 - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | |
| 9 - Contribution sur les revenus locaux (CRL) | |
| 10 - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) | |
| 11 - Taxe spéciale d'équipement (désormais remplacée par la taxe d'aménagement) | |
| 12 - Taxe additionnelle à la TFPNB | |
| 13 - Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | |
| 14 - Taxe destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (AUE) | |
| ... | |

« Pour subvenir à tant de frais, il fallut prendre la substance des peuples; il n'y eut point d'extorsion que l'on n'inventât sous le nom de taxe et d'impôt. » François Marie Arouet, dit Voltaire

La Réforme Fiscale en action

Sa Force physique

Cette ressource nouvelle s'inscrit donc dans la refonte totale de notre système fiscal. Qu'elle s'appelle TAMF, Débit Taxe, Cyber Taxe, Débit d'impôt... Son principe est qu'il s'agit d'un prélèvement fixé au plus près de l'activité économique et de la consommation.

Il doit se substituer à toutes les autres taxes, mais aucun citoyen et aucun organisme ne doit en être exempt (d'où la nécessité de créer le Revenu d'Indépendance afin que tout le monde se sente digne de participer à l'effort fiscal de son Pays).

Ce prélèvement, par exemple de 1%, est exercé sur la totalité des écritures uniquement débitrices (Débit Taxe).

Par exemple: Celui qui retire au guichet de sa banque, ordonne un virement, règle par chèque ou carte bleue, transfert de l'argent d'un compte à un autre, pour un montant de 100 euros, est automatiquement (prélèvement à la source) débité de 1 euro supplémentaire destiné à alimenter les caisses du Trésor.

Ce taux peut être révisable pour se calquer au plus près de l'activité économique et des besoins de l'État. On peut donc imaginer que, dans un souci de remboursement destiné à nous libérer de la Dette, ce taux soit légèrement supérieur pour une période donnée.

La fiscalité actuelle tend à déshabiller Paul pour habiller Jacques et inversement au gré des alternances politiques.

Nous sommes bien dans de la politique politicienne.

C'est sonner la fin de ce système. Ici nous déshabillons et Paul et Jacques pour les rhabiller de neuf. Au passage, nous prélevons 1% sur les écritures débitrices engendrées par leurs achats. Économie et Social sont donc, dans un souci de Justice Fiscale et Sociale, logés à la même enseigne.



Tout le monde participe dignement à l'impôt mais tout le monde (l'État) récolte également les fruits du Progrès Économique.



De cet enseignement renaît une société plus juste et solidaire.

« Il faut demander plus à l'impôt et moins aux contribuables. » Alphonse Allais

Estimation de la TAMF

Taxe Automatique sur les Mouvements de Fonds

La Taxe Tobin, suggérée en 1972 par le lauréat du « Prix Nobel d'Économie » James Tobin, consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de ne plus inciter à la spéculation à court terme.

La TAMF s'inspire de la Taxe Tobin.

Le taux choisi serait faible, de 0,05% à 1%.

Elle a été inscrite en ligne comptable dans notre fiscalité nationale par Lionel Jospin, mais conservée au taux zéro, elle n'a jamais été utilisée.

La proposition de TAMF date déjà de 1960. Introduite par René Montgranier, elle fut opportunément refusée, pour des raisons techniques (informatiques principalement) imputées à la complexité de sa mise en place (l'accord des Banques).

Quand on voit la complexité de notre appareil fiscal, on peut rigoler.

La TAMF est donc une **nationalisation rationnelle**, de la taxe Tobin.

Mais parlons franc.

Elle permettrait, selon les calculs de René Montgranier, de dégager **une recette fiscale d'environ 587 milliards d'Euros**.



James Tobin (5 mars 1918 - 11 mars 2002) est un économiste américain, pro-keynésien, qui a contribué à la science économique en particulier, dans les domaines de l'investissement, des marchés financiers et des politiques budgétaire et monétaire. Il est en particulier célèbre pour avoir donné son nom à la taxe dont il a proposé la création. Le prix de la Banque de Suède d'Économie en Mémoire d'Alfred Nobel lui fut attribué en 1981.

Montgranier René est le pseudonyme de René Tourenq (1912-2005). Il a consacré les vingt dernières années de sa vie à étudier la fiscalité française et à promouvoir une révolution fiscale qu'il a appelée la Taxe sur les Mouvements de Fonds, TAMF. Il a publié entre autres Vaincre la crise (1980) et La Clé de la crise (1985).

[Annexes \(page 38\)](#)

- Tableau -
Pour voir comment s'articule cette Taxe

| Prélèvement de la Taxe Automatique sur les Mouvements de Fond - TAMF | | | |
|---|------------------|---------------------|-------------------|
| | | milliards de Francs | milliards d'Euros |
| Mouvements interbancaires (chiffres officiels les + bas) en crédits | 1% de 35.594 | 356 | 54 |
| Mouvements interbancaires (chiffres officiels les + bas) en débits | 1% de 35.594 | 356 | 54 |
| Dépôts sur les CCP | 1% de 10.124 | 102 | 16 |
| Retraits sur les CCP | 1% de 9.060 | 91 | 14 |
| TAMF sur les Miroirs de fonds dans les autres organismes financiers agréés, sur les mandats postaux, sur les caisses d'épargne, sur les mutuelles et les assurances | Non chiffré | x | x |
| TAMF appliquées sur les mouvements et engagements financiers intérieurs et extérieurs | 0,25% de 511.650 | 1.279 | 195 |
| TAMF appliquées sur les sociétés gérant flux et reflux et stock de produits financiers. Société Clearing. | 0,25% de 659.000 | 1.665 | 254 |
| Total partiel des recettes | | 3.849 | 587 |

« La France est un pays extrêmement fertile : on y plante des fonctionnaires et il y pousse des impôts. » Georges Clémenceau

Estimation de la Débit Taxe

Taxe sur les Écritures Débitrices

Un autre souhait de Révolution Fiscale menée en Australie proposait la Débit Taxe, une évolution de la TAMF, comme moyen de moderniser et simplifier la fiscalité.

Cette étude récente, largement épaulée de l'outil informatique, concerne elle uniquement les mouvements de fonds en écritures débitrices. Plus précise, rien n'y échappe.

- Comptes d'épargne, Comptes chèques, Compagnies d'assurance, Organisations professionnelles de l'Investissement, Institutions financières de toutes sortes...

Cette étude rapporte 120 milliards de dollars par jour d'écritures débitrices, pratiquées hors weekends et jours fériés. Ce qui correspond à 87 milliards d'euros environ.

La population Australienne étant de 22 601 795 habitants pour une population française de 65 800 000 habitants avec cependant des conditions et des activités économiques très proches, nous dégageons un ratio entre les populations de 2,91.

Pour nous donner un aperçu de ce que cette étude pourrait représenter pour la France, nous multiplions les 87 milliards d'euros par ce ratio de 2,91.

Nous obtenons, un mouvement de fond en écriture débitrice qui se situerait aux alentours de 253 milliards d'euros par jour.

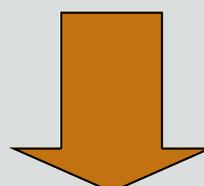
Sur l'année, ce cumul d'écritures débitrices est de quelques 92 345 milliards d'euros.

1% de ce cumul d'écritures peut dégager une idée de recette fiscale.

92 345*1%, apporterait :



923,45 milliards d'euros par an dans les caisses de l'État.



De quoi constituer enfin une belle cagnotte.

« La réforme fiscale, c'est quand vous promettez de réduire les impôts sur les choses qui étaient taxées depuis longtemps et que vous en créez de nouveaux sur celles qui ne l'étaient pas encore. » Edgar Faure

2017 à la veille d'une nouvelle Présidentielle

Des calculs qui se vérifient encore et encore...

Coupons volontairement la poire en deux entre la TAMF et la Débit Taxe, nous conservons tout de même une recette fiscale de plus de 700 milliards d'euros, engendrée par ce prélèvement à la source.

Un autre exemple... la T.E.B (Taxe sur les écritures bancaires) démontre parfaitement que nos calculs, même pris à la volée, sont plus cohérents, dans cette approche honnête de justice fiscale, que celle que nous imposent nos gouvernements successifs depuis des décennies.

Rappelons maintenant que les dépenses budgétaires de la France sont d'environ 300 milliards d'euros et que malgré les politiques fiscales exercées depuis 30 ans, les recettes sont toujours inférieures. Il ne semble pas que ce soit une incompétence de gestion.

C'est bien un choix. Une simple volonté de logique politicienne qui se rémunère avec "l'argent public" pour honorer d'abord les désirs fiscaux des grand patrons vedettes.

Oui le RSA ça coûte mais le soutien aux industries diverses et variées ça coûte bien, bien plus. Le RSA est dépensé sur le territoire national quand leurs fournisseurs et autres mains-d'œuvre sont domiciliés à l'étranger.



Marc Chesney, professeur de finance franco-suisse directeur du département de Banking et Finance à l'Université de Zurich.

Il développe une analyse critique du secteur financier.

Mise à jour du 09 janvier 2017

Pour la France, "il faudrait par prudence que cette micro taxe soit de l'ordre de 0,4%", considère l'ex-professeur d'HEC.

Une estimation prudente, en effet. Selon Marc Chesney "dans les pays développés, l'ensemble des transactions financières représentent 100 à 150 fois le PIB".

À supposer que la France se situe dans le bas de la fourchette, les transactions financières représenteraient ainsi un montant de 218.000 milliards d'euros par an.

Un taux de 0,2% suffirait alors à rapporter 436 milliards d'euros.

Soit bien plus que l'ensemble des recettes fiscales en France (292 milliards d'euros selon le projet de loi de Finances pour 2017).

Source BFMTV

« Jean-Claude Juncker, intime à la Grèce l'ordre de réduire son déficit, alors qu'il a dirigé pendant des années un pays - le Luxembourg -, qui a permis à des sociétés actives en Grèce de pratiquer l'évasion fiscale aux dépens de la République hellénique. Cela tourne à la farce. » Marc Chesney

Ces démonstrations n'ont pas pour vocation d'apporter une recette miracle, mais de démontrer malgré tout, qu'à l'évidence, une autre fiscalité est possible.

Il y a une réelle volonté des politiques, depuis des dizaines d'années, à entretenir le système couteux et désordonné de cette fiscalité (déjà parce-que ça pérennise leur emploi).

Le système fiscal, osons y croire, fut d'abord certainement juste, plus ou moins. Mais avec le temps il est devenu possible de le complexifier de façon à créer un maelström de taxes directes et indirectes modulables à souhait.

Le cumul de ces taxes, qui s'oppose déjà à un cumul d'exonérations, nourrit la tentation de fraude et de paradis fiscal. Démêler ce sac de nœuds et trouver les failles et autres échappatoires légales, mais bien cachées, n'est pas non plus un problème quand on peut se payer les meilleurs avocats et comptables.

Alors une question... À qui profite opportunément ce système si complexe qui pèse sur l'ensemble de la population française ?

Il y a donc un puissant consensus à ne pas toucher à la fiscalité actuelle bien assimilée des comptables, des grosses entreprises et autres multinationales, mais de seulement la moduler. Ne serait-ce que pour l'articuler, il faut beaucoup d'administratifs et donc de fonctionnaires... Donc un gros et puissant Ministère. Mais les gens du quotidien eux... Ils font comment ?

Les grosses entreprises françaises déjà, en 1954, alors assujetties à une nouvelle taxe sur leur chiffre d'affaire, avaient alors poussé le

Gouvernement à supprimer cette taxe pour la faire remplacer par la TVA, cet impôt indirect, que paye le consommateur final.

C'est pourtant sans tenir compte du poids exercé par cette TVA sur un petit salaire. Comme quoi il y a des moyens de pressions efficaces et une certaine idée de la justice qui fonctionne. Mais pas pour tout le monde.



**Le Canard Enchaîné - Article du mercredi
25 février 1998**

SÉGUIN, le président du RPR désire, et il l'a dit le 22 février à « Public », su TF1, que pour « maîtriser » la mondialisation et affirmer « les pouvoirs démocratiques » face aux marchés, on crée « une taxe sur les mouvements de capitaux ».

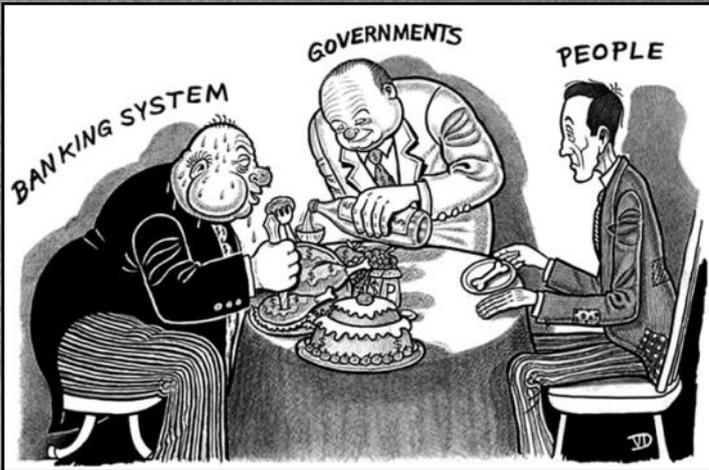
« Cette proposition, qui figure dans la nouvelle plateforme du RPR n'est pas nouvelle », signale « le Monde ».

Lors de la campagne présidentielle de 1995, Jospin l'avait préconisée, et la droite l'avait déclarée totalement « irréaliste ». Aujourd'hui elle la reprend. En revanche, depuis la campagne des législatives 97, les socialistes n'en parlent plus.

L'économie est parfois une science bizarre.

Jérôme Canard

« L'humour ne se résigne pas, il défie. » Sigmund Freud



« L'humour est presque toujours la colère maquillée. » Stephen King

"Il est une chance que les gens de la Nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin." Henri Ford



- Mais honnêtement... Vous êtes plutôt de Droite ou plutôt de Gauche ?

- Je vais donc vous répondre très honnêtement... Lorsque vous accrochez un tableau au mur, vous êtes-vous rendu compte qu'il s'approche de l'équilibre quand vous n'êtes plus capable de distinguer s'il il penche à droite ou si il penche à gauche... Je cherche un équilibre à la France, voilà tout le tableau.

Le Revenu d'Indépendance

C'est une Revenu Progressif, encadré par le « Service Citoyen ».



Son articulation est disponible dans l'article consacré au « Service Citoyen ». Ce Revenu d'Indépendance de base, versé à tous, sans considération des ressources et de l'origine sociale, doit permettre une existence digne.



Ce revenu s'adresse à tous, tout au long de la vie, c'est un complément salarial, c'est un complément de retraite et pour les jeunes générations une liberté d'entreprendre, de financer leurs études.

Il est destiné à redonner, au Peuple de France, une dignité contre l'assistantat montré du doigt et doit permettre de soutenir le pouvoir d'achat lorsque les prix suivent les aléas économiques et(ou) quand le travail devient moins accessible.



C'est en finir avec l'état de pauvreté, en permettant à chacun de réaliser ses aspirations et ses priorités en matière d'alimentation, d'habillement, de logement, d'équipement du logement, de transport, de santé, de loisirs...

Comme nous l'avons vu. Le financement de ce revenu sera largement assuré par la « Réforme Fiscale ».

Dans un sens général, le Revenu d'Indépendance est une véritable garantie de citoyenneté.

C'est un bien immobilier possédé par une personne, évaluable en argent. Ce revenu débute à 300 euros, dès 16 ans, pour atteindre 1000 euros. Un bonus de 300 euros est accessible après 55 ans.

Le bénéficiaire devient par conséquent propriétaire, conformément à l'adage « possession vaut titre ».

Il s'agit donc d'une forme de **Capital Social** permettant le financement de l'activité économique et la participation, en toute dignité, à l'effort fiscal de la France.

Les bénéficiaires du Revenu d'Indépendance peuvent aussi bien gager une promesse de remboursement, sans pour autant décourager leur épargne personnelle.

« Ce n'est pas l'employeur qui paie les salaires, mais le client. » Henri Ford

Un Revenu garanti, stable et continu

Tout au long de la Vie

Ce revenu garanti, stable et continu, détermine ainsi un processus de production grâce à une consommation régulière, résistante, face aux tribulations des cycles économiques.

Considérant que les agents économiques sont d'un caractère public ou privé, 3 types de comportements peuvent être distingués.

- **Individu ou Entreprise Individuelle**

Le Revenu d'Indépendance donne à ceux qui n'ont pas les moyens, la possibilité de se développer parce que la fortune personnelle n'est plus un critère de premier ordre.

- **Associé ou Société**

Le Revenu d'Indépendance peut être mis en commun dans le but de partager les bénéfices, les économies ou les pertes qui pourront en résulter.

- **Sociétaire ou Association**

Le Revenu d'Indépendance devient la propriété de tous les membres qui mettent en commun des connaissances ou une activité autre que de partager des bénéfices.

Les institutions financières peuvent donc procurer des services financiers en toute sécurité, en fonction des besoins et des priorités des individus. La rémunération du travail devient un complément librement choisi dans la bourse des bénéficiaires du Revenu d'Indépendance.

« L'euro a été inventé pour rendre le salaire des riches six fois moins indécemment. » Frédéric Begbeder

Le revenu universel, un droit à la paresse ? Non ! Par Daniel Cohen



POINT DE VUE. Selon l'économiste, les adversaires de Benoît Hamon ont interprété sa proposition comme un renoncement au travail. A tort.

La victoire de Benoît Hamon doit beaucoup au revenu universel, une idée qui a enflammé la primaire. Cette idée s'est imposée comme une manière neuve, même si le concept est ancien, de poser la question sociale. Ses adversaires l'ont interprétée comme un renoncement au travail, un droit à la paresse... Ce n'est évidemment pas le cas.

Thomas Paine, l'un de ses premiers défenseurs, y voyait un moyen de corriger l'inégalité entre ceux qui héritent d'un patrimoine et les autres. Personne n'a jamais prétendu que l'héritage dissuadait de travailler... Il est clair toutefois que la mesure a été comprise comme une réponse aux vicissitudes de l'emploi. Elle vise à apaiser la question qui hante la société : où va le travail humain ?

Il n'est pas nécessaire de croire à la "fin du travail" pour adhérer au revenu universel. Ce qui a disparu est moins l'emploi lui-même que sa force d'intégration sociale, celle qui s'offrait hier aux ouvriers dans l'industrie et auparavant encore dans l'agriculture.

Les chiffres de la Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (Dares) donnent une vision frappante des mutations survenues au cours des trente dernières années. Huit cent mille emplois ont été perdus dans l'industrie, un million dans l'agriculture ! Cette chute a été notamment compensée par la création d'un million d'emplois de

services aux particuliers et aux collectivités et d'un autre million dans les professions de santé, les deux secteurs qui ont le plus embauché.

Une garantie sociale

Par comparaison, les technologies de l'information n'ont créé que 300.000 emplois au cours de la même période. C'est l'un des paradoxes centraux de la société numérique. Le domaine qui en forme le cœur crée peu d'emplois. Les métiers qui résistent à la révolution numérique sont ceux que les logiciels et les robots ne savent pas dupliquer, les tâches qui sont "non routinières", riches en "empathie sociale", pour reprendre les expressions désormais utilisées par les économistes.

Les emplois de la nouvelle société numérique ne sont pas nécessairement "high-tech". Les services aux particuliers, notamment, se situent au bas de la distribution des revenus. Ils sont souvent précaires et sans grandes perspectives de carrière. C'est là que le revenu d'existence joue son rôle. Il donne aux travailleurs une garantie sociale que le monde productif ne leur accorde plus.

La campagne ré-enchantée

Les métiers de la santé forment un autre gros bataillon de créateurs d'emplois. Ils couvrent, eux, toutes les strates de la société, des aides-soignants aux médecins. Leur problème est d'une autre nature : au nom de l'équilibre de la Sécurité sociale, tout est fait pour les brider. C'est pourtant le secteur où la demande sociale est la plus dynamique !

Les contraintes qui pèsent sur les comptes sociaux ramènent à la question du coût du revenu universel. Des formules économes des deniers publics peuvent y répondre, qui émergeront sans aucun doute durant les débats à venir. Mais, quoi qu'il advienne, ce débat a d'ores et déjà réenchanté la campagne, en montrant que l'on peut parler autrement de l'avenir qu'en promettant de la sueur et des larmes.

Daniel Cohen pour l'Obs le 04 février 2017

ADOPTEZ UN RICHE . COM*

Libérez-vous du chômage et de vos soucis financiers



Ne soyez plus les victimes des aléas économiques



* hommes-portefeuilles à user

~ hommes-portefeuilles à user

Le Service Citoyen

Ce Service conditionne l'accès au « Revenu d'Indépendance ».



Il donne droit à la fois à la sociabilité, à l'utilité et à l'intégration sociale. Il donne droit au Revenu d'Indépendance. Il peut participer à résoudre les tensions dans nos banlieues et peut aider à répondre, plus généralement, aux attentes des jeunes en mal d'insertion dans la société.

Il s'effectue sous forme de modules d'heures.

C'est un Volontariat » effectué principalement dans la vie associative, renforçant ainsi son effectif salarié complété jusqu'ici par des bénévoles.

Il s'agit ici d'inscrire les Associations dans un rôle d'apprentissage aux institutions et aux organisations d'intérêt public comme à la citoyenneté.

En modifiant ainsi le logiciel des associations, celles-ci participent à favoriser l'approche des plus jeunes vers le monde professionnel et plus généralement, participent à l'intégration des personnes en difficultés.

Cela offre aussi la possibilité de s'orienter vers une activité choisie.

Le Service Citoyen vise à protéger les femmes et les hommes de toutes origines, en vue de bénéficier ici à égalité du Revenu d'Indépendance, mais il s'adresse surtout aux futures générations parce qu'il est le meilleur chemin vers le travail salarié. Faire l'expérience du Service Citoyen, c'est la possibilité de découvrir sa future activité.

Il revêt :

- Une forme éducative, destinée à l'acquisition de compétences et de qualifications, jusqu'ici pourvue par l'éducation nationale ou par les groupes de formation.
- Une forme active destinée à répondre aux besoins des administrations de l'Etat ou des collectivités locales et aux impératifs de solidarité dans un organisme à vocation sociale ou humanitaire assurant une mission d'intérêt général.

Tous les français, tous les étrangers souhaitant accéder à la nationalité sont concernés. Ils en accomplissent les obligations théoriques et pratiques, s'ils possèdent l'aptitude nécessaire et médicalement constatée.

Les modalités d'affectation, pour les plus jeunes, sont déterminées en fonction des besoins et en fonction des règles concernant la composition, le fractionnement et les conditions d'appel d'une génération.

Les jeunes peuvent y accéder à partir de 16 ans.

“Le gouvernement est avant tout une organisation coûteuse qui sert à surveiller les indisciplinés et taxer les bons citoyens : le gouvernement ne fait pas grand chose pour les gens honnêtes à part les ennuyer.” Edgar Watson Howe

Sa durée totale est de 1000 heures

300 heures de plus sont activables à partir de 55 ans

Ce Service Citoyen tient compte des compétences, de la qualification et de la situation de famille de chacun.

Il est composé de quatre modules qui permettent d'accéder à différents niveaux de rétribution du Revenu d'Indépendance, en quelque sorte du début à la fin de la vie, d'abord comme un complément salarial puis comme un complément retraite.

Sa réalisation peut-être faite entièrement dans la Commune du lieu de sa résidence principale ou même à l'étranger dans le cadre d'une action de partenariat. C'est une activité choisie.

Ce Service Citoyen n'est pas obligatoire.

Il est déclenché sur demande du Volontaire par le biais d'une demande motivée.

Il entraîne l'établissement d'un contrat écrit entre les parties concernées.

Symboliquement, 1 heure de service effectué donne droit à 1 euro capitalisé.



Autrement dit, en prenant pour exemple le premier module :

Ce premier module concerne un « Volontariat » de 300 heures (150 heures pratiques et 150 heures théoriques) à effectuer dans un espace de deux années à partir de 16 ans.

En démarrant ce « Volontariat » les heures sont capitalisées mensuellement, tout comme le revenu.

Si le premier mois, le Volontaire renvoie 15 heures d'activité, il recevra 15 euros. Le second mois s'il renvoie 8 heures de plus, il recevra 15+8 soit 23 euros. Cette capitalisation exercée jusqu'à la fin de ce premier module entraînera la validation de son revenu, à vie, c'est-à-dire, 300 euros mensuels.

En cas de non validation de ce module à l'échéance des deux années, la perception de ce revenu est stoppée, puisque le contrat n'est pas rempli. La remise en route d'un nouveau contrat devient nécessaire mais le capital d'heures effectuées reste cependant acquit puisque capitalisé.



« L'oisiveté est, dit-on, la mère de tous les vices, mais l'excès de travail est le père de toutes les soumissions. »
Albert Jacquard

Activable dès 16 ans et un BONUS à partir de 55 ans

Un Engagement « Volontaire »

Cette échéance est fixée à deux ans par module à partir de la signature d'engagement pour le « Volontariat », elle dépend de l'engagement personnel du volontaire et de son temps libre, ainsi il peut effectuer ce nombre d'heures dans un laps de temps beaucoup plus court et donc valider son module en quelques mois.

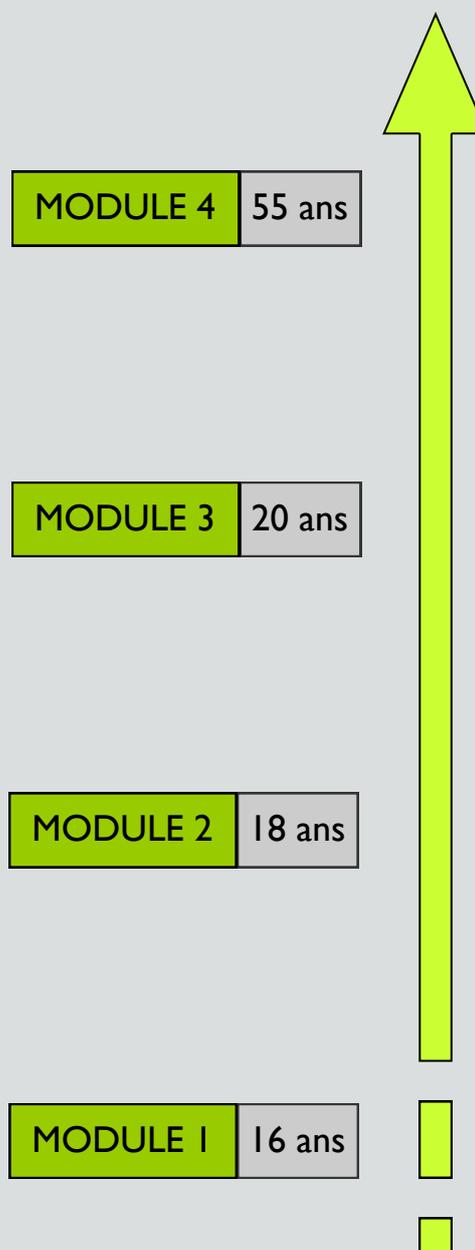
Le premier module est une formation initiale, puis s'enchaîne le deuxième, puis le troisième et beaucoup plus tard le dernier.

Il n'y a pas d'obligation de faire tout les modules, cependant, il y a obligation d'en respecter la chronologie qui s'inscrit dans un apprentissage de la vie, des institutions et de la citoyenneté.

Une personne, par exemple, âgée de 25 ans, pourra donc entamer puis valider son premier module et décider de s'arrêter là. Elle pourra aussi, n'étant pas concernée par les premiers paliers d'âges, effectuer l'enchaînement des deux suivants si elle le souhaite mais toujours sans obligation.

Pour une personne, âgée de 55 ans, il en sera de même, avec cependant la possibilité d'ajouter aux trois premiers modules, le quatrième, offrant un bonus de 300 euros équivalent à 300 heures de « Volontariat » supplémentaires.

Les volontaires de ce parcours associatif peuvent faire le choix, à l'issue de la validation de leur(s) module(s), d'intégrer ensuite ce milieu d'activité en temps que salarié, si l'opportunité se présente, ou faire le choix d'y rester en temps que bénévole.



« La politique, quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c'est une action pour un idéal à travers des réalités. » Charles De Gaulle

Sur la page d'accueil du Blog de France Espérance

Petite leçon d'Europe par Jean Gabin dans "Le président"
Henri Verneuil - 1961



EXTRAIT

...

Eh bien durant toutes ces années, je n'ai jamais cessé de penser à l'Europe.

Monsieur Chalamont lui a passé une partie de sa vie dans une Banque, à y penser aussi. Nous ne parlons forcément pas de la même Europe.

...

Exemple du parcours d'un Volontaire au « Service Citoyen ».

Nous considérons qu'il validera les 4 modules. Il commence dès sa 16ème année.

Premier module

A partir de 16 ans – 300 heures

SERVICE CITOYEN GÉNÉRAL D'ORIENTATION

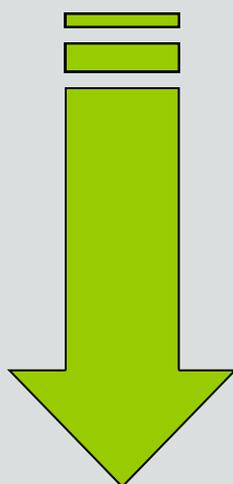
150 h en pratique et 150 h en théorique

2 ans maximum pour le valider

Ce premier module est effectué strictement, auprès d'institutions et d'organisations d'intérêt public dans sa localité, en regard de l'âge du volontaire.

Le Maire détermine les obligations et leurs affectations dans la collectivité locale.

A l'issue de ce premier module, validé, un Revenu d'Indépendance de base de **un montant de 300 Euros mensuels est attribué à vie.**



Suite du parcours du Volontaire au « Service Citoyen ».

à partir de 18 ans

Deuxième module

A partir de 18 ans – 300 heures

SERVICE CITOYEN PROFESSIONNEL 1er degré
200 h en pratique et 100 h en théorique

ou

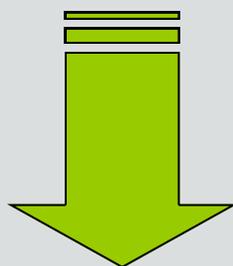
SERVICE CITOYEN CONCEPTUEL 1er degré
100 h en pratique et 200 h en théorique

2 ans maximum pour le valider

Ce module permet de remplir ses obligations d'activités pratiques, dans les services généraux et/ou spécialisés du département du lieu de résidence, à ceux qui en font la demande.

Les affectations sont placées sous la tutelle du directeur général des services en collaboration avec le Président du Conseil Départemental.

A l'issue de ce deuxième module, validé, **le Revenu d'Indépendance est majoré de 300 euros supplémentaires**, pour atteindre un revenu total d'**un montant de 600 Euros mensuels qui est attribué à vie.**



Suite du parcours du Volontaire au « Service Citoyen ».

à partir de 20 ans

Troisième module

A partir de 20 ans – 400 heures

SERVICE CITOYEN PROFESSIONNEL 2ème degré
300 h en pratique et 100 h en théorie

ou

SERVICE CITOYEN CONCEPTUEL 2ème degré
200 h en pratique et 200 h en théorie

ou

SERVICE CITOYEN UNIVERSITAIRE
100 h en pratique et 300 h en théorie

2 ans maximum pour le valider

Seul les jeunes du « Service Citoyen universitaire » qui en font la demande peuvent exercer un emploi dans les organismes d'études, de recherches ou d'enseignements des services régionaux.

Les affectations résultent du Cabinet du Président de la Région.

Ils sont également les seuls qui puissent accéder à un emploi au titre du service de l'aide technique ou du service de la coopération.

La définition des dits emplois est fixée par décret en Conseil d'État. Les candidatures sont agréées par les ministres intéressés dans la limite des emplois à pourvoir.

A l'issue de ce troisième module, validé, **le Revenu d'Indépendance est majoré d'un montant de 400 Euros**, pour atteindre un revenu total d' **un montant de 1000 euros mensuels qui est attribué à vie.**



Suite du parcours du Volontaire au « Service Citoyen ».

à partir de 55 ans

Quatrième module

A partir de 55 ans

SERVICE CITOYEN SENIOR

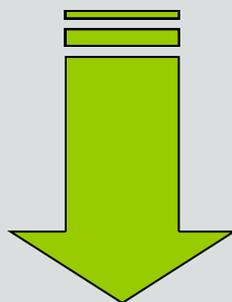
300 heures d'activité

2 ans pour le valider

Ce module concerne les personnes qui ne sont plus « productives » pour l'entreprise. Il tient compte des expériences et des connaissances acquises, tout au long de la vie.

Son but est d'encadrer les jeunes intéressés par les trois premiers modules que ce soit au niveau communal, départemental et régional.

A l'issue de ce quatrième module, validé, **le Revenu d'Indépendance est majoré d'un montant de 300 Euros**, pour atteindre un revenu total d' **un montant de 1300 euros mensuel qui est attribué à vie.**



Le « Service Citoyen »

En quelques lignes

Le « Service Citoyen » est en quelque sorte **une mutualisation de la gestion de l'activité** par une forme de négociation collective.

Pour les plus jeunes, cette transmission du savoir par les aînés est toute indiquée pour stimuler le lien entre les générations et favoriser l'intégration.

Pour les anciens, c'est une opportunité de transmettre leur expérience et de rester actifs.

Et pourquoi ne pas renforcer, en ce XXIème siècle, le lien entre les familles d'Associations de même nature et le prolonger au-delà de nos frontières géographiques.



TOUCHandGO



Vous êtes Dirigeant d'Entreprise - Vous êtes le Boss

Découvrez la Nouvelle Application qui va changer votre Vie

Des Algorithmes puissants

Une collecte de données personnelles et en temps réel sur tous vos salariés pour identifier leur Profil et détecter leurs faiblesses

Une navigation intuitive

Nous gérons pour vous l'Administratif et les Risques Juridiques

Nous vous alertons lorsque les conditions optimales sont réunis pour licencier votre Ressource Humaine

Il ne vous reste plus qu'à cliquer...
Nous nous occupons de tout

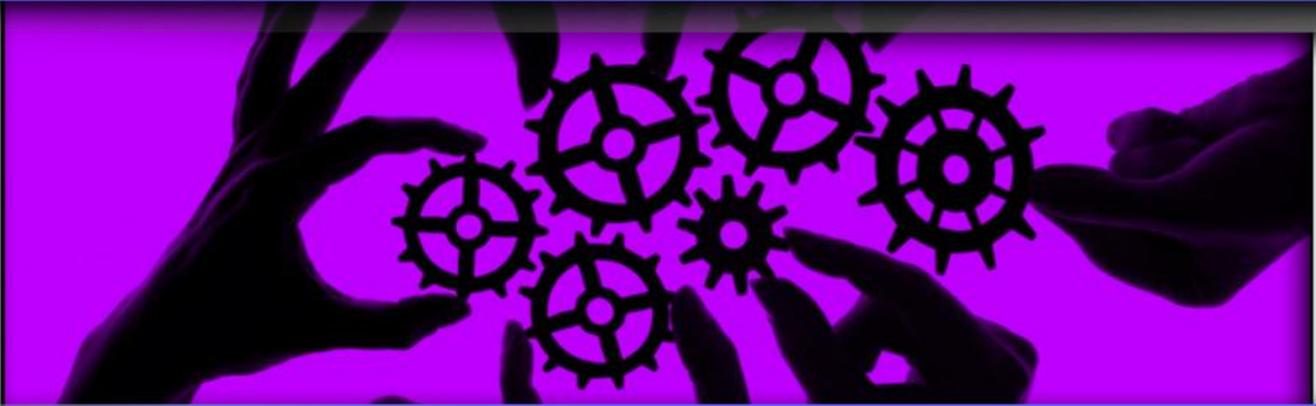
**UNE REVOLUTION EST EN MARCHE
ET C'EST VOTRE REVOLUTION**



Installez la version **PLATINIUM**
et licenciez jusqu'à 5000 personnes
en un clic sans perdre votre Temps
ni votre Argent.

Mutualisation de la Gestion du Travail

Actualiser la définition du mot « travail ».



Face à l'esclavagisme moderne et sachant que le plein emploi est la véritable utopie, c'est accéder à une profession de son choix où la créativité puisse s'exprimer et où chacun participe à l'entreprise, en devenant vraiment associé à sa réussite.



Si le travail ne permet pas d'intéresser tout le monde par une diminution de son gisement, c'est pouvoir se tourner vers une autre activité comme le « Service Citoyen ».

Le Service Citoyen pourrait exercer un renfort aux activités solidaires :

- Les « chantiers solidaires » permettent déjà aux gens de se loger sur le modèle de l'auto-construction. Ils profitent ici d'un coup de main fournit aujourd'hui par des associations, encadrées par un ou plusieurs professionnels du bâtiment, renforcées presque exclusivement par des bénévoles.
- La même solidarité pourrait s'étendre au monde agricole pour soulager le quotidien de nos agriculteurs et redynamiser leur activité.
- Compléter la demande croissante de Pompiers Volontaires.
- Permettre de maîtriser la sauvegarde de l'Environnement...

Cela pourrait offrir une activité "solidaire" aux sans emplois, mais aussi à tous ceux qui désireraient s'ouvrir à ce partage d'énergie.

Encadrées par des professionnels, nous pourrions imaginer des formations qualifiantes délivrées par ce magnifique gisement associatif qui couvre l'ensemble de notre Territoire.

Et pourquoi pas d'autres types d'activités comme la restauration, très à la mode aujourd'hui dans le paysage audiovisuel. Des associations pourraient créer des restaurants ou des brasseries qui seraient également des lieux d'apprentissage et de convivialité.

Rien n'empêche le milieu associatif de créer de l'emploi et de la solidarité dans les nouvelles technologies, la mécanique, les travaux de réparations et de bricolages, l'Aide à la Personne...

« Choisissez un travail que vous aimez et vous n'aurez pas à travailler un seul jour de votre vie. » Confucius



SOCIETE GENIALE - CROISIERE
Votre Argent c'est aussi notre Argent

Pour votre Tour du Monde



Thème et Dress Code de la Saison 2017:
« La Croisière ça m'use ! »

Nous vous offrons le Paradis

En mer... Profitez des eaux internationales, exemptes de taxes et droits de douane.

Puis découvrez à terre, lors de nos escales, une sélection de nos meilleurs hôtels, tous domiciliés dans de magnifiques Paradis Fiscaux.

Notre personnel sera toujours disponible pour vous accompagner lors de vos transactions financières ainsi que pour vous aider dans toutes vos démarches d'Optimisation Fiscale. Mais ça c'est un secret... Bancaire.

Mutualisation de la Gestion du Travail

En quelques lignes

Il faut réorganiser la vie professionnelle, qui en ce troisième millénaire, a besoin de s'ouvrir à un cadre plus large que la définition du travail entretenue au siècle dernier.

Puisque nous proposons de libérer les entreprises des taxes qui les entravent, il faut libérer les salariés de la pression d'un temps de travail aliénant et stressant. De faire en sorte que les entreprises destinées à se moderniser ne subissent plus, elles-mêmes, la pression de l'emploi obligatoire qui les freine trop souvent dans leur développement.

Le Travail doit pouvoir accéder, aussi, à un titre de propriété, comme le Capital à le sien.



Avec le paquet anonyme, le seul coupable... C'est vous.

Mourrez dans l'anonymat.



...ou pas.

L'Engagement

Le Référendum d'Initiative Populaire



C'est passer un contrat entre le Peuple et ses Gouvernants, comme entre ceux qui gouvernent et le Peuple. C'est faire respecter les droits et devoirs de chacun au sein de notre Nation.



Ce projet n'est pas un frein au progrès.

Il a pour objectif de réconcilier le couple «économie et social».

Mais nous devons aussi pouvoir exercer sur le Gouvernement une influence démocratique réelle et quasi permanente.

Nos propositions, s'il s'en empare, confèrent au peuple français un Pouvoir Démocratique restauré et une pleine conscience de la souveraineté, de ses choix, dans la conduite de son Pays.

L'élection présidentielle ne doit pas déboucher seulement sur une ambition personnelle, souvent démagogique, et qui, comme nous le constatons trop souvent, a toutes les libertés de se réorganiser, se transformer, décevoir, durant les années suivantes.

Cette grande élection doit nous permettre prioritairement de doter les citoyens, de doter la République française, d'outils permettant réellement de définir la politique du Pays.

Les droits et les devoirs doivent être respectés par le Peuple. À ce titre, les dirigeants politiques sont des citoyens comme les autres qui doivent en plus, de par leur fonction, être dans une représentation exemplaire. Pour s'assurer de la loyauté de leurs dirigeants politiques, les citoyens forment le seul contre-pouvoir légitime et doivent donc avoir accès aux mêmes méthodes de surveillance que le Gouvernement exerce sur eux. **Les citoyens contrôlent le Gouvernement et le Gouvernement gouverne par délégation.**

Nous devons pouvoir exercer sur le Gouvernement une influence démocratique réelle comme permanente.

En ce XXIème siècle, parce que des outils existent, les décisions importantes exigent que la population soit consultée plus souvent.

Les décisions, les lois puis les actions qui en découlent doivent être portées par une majorité certaine et pas par des lobbys ou venant d'autres sphères que nous pouvons aisément identifier aujourd'hui et considérer comme profondément anti-démocratiques.

« La liberté n'est pas l'absence d'engagement, mais la capacité de choisir. » Paulo Coelho

Pourquoi les Français n'ont pas confiance en la classe politique



Près de 9 Français sur 10 n'ont pas confiance dans leurs dirigeants politiques, selon le baromètre du Cevipof publié ce lundi. Cette méfiance affecte surtout la gauche et la droite, au profit du FN. Les résultats du sondage en détails.

Jamais l'écart entre les Français et la classe politique n'avait atteint un tel niveau: près de neuf Français sur dix (87%) considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux, selon les résultats de la cinquième vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof et du CNRS, publié ce lundi 13 janvier. Cela représente 2 points de plus par rapport à l'année dernière et 6 points de plus par rapport à 2009.

"Nous atteignons des niveaux vertigineux que nous n'avons jamais connus", a déclaré **Pascal Perrianeau**, directeur du centre de recherche politique de Sciences Po, lors d'une conférence de presse. "C'est hallucinant!", a-t-il ajouté. Pire: 69% des personnes interrogées estiment que la démocratie en France ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout, contre 48% en 2009.

Marine Le Pen, seule personnalité politique en hausse

Les Français ne sont toutefois pas défiants envers toutes les institutions: les hôpitaux, l'armée, la police, l'école, les associations, recueillent plus de 60% d'opinions favorables. En revanche, les syndicats, les médias et les partis politiques n'inspirent respectivement que 28%, 23% et 11% de confiance.

Sans surprise, le niveau de confiance des Français

dans **François Hollande** n'atteint que 20%, soit un recul de 7 points sur un an. Le président de la République est aujourd'hui empêtré dans un scandale sur sa vie privée - le magazine *Closer* lui prête une liaison avec l'actrice **Julie Gayet** -, à la veille d'une conférence de presse déterminante pour son quinquennat. Même si trois Français sur quatre déclarent que cette affaire n'a aucun impact sur l'image du chef de l'Etat, il est certain qu'elle ne va pas redorer son blason.

Parmi les autres personnalités politiques, c'est l'ancien président **Nicolas Sarkozy** qui recueille le plus haut niveau de confiance (36%, -1 point sur un an), suivi de **Marine Le Pen** (34%). La présidente du Front national est d'ailleurs la seule à progresser (+2 points par rapport à la quatrième vague du baromètre).

Une majorité pense que voter permet d'influencer la politique

Cette montée de la popularité **Marine Le Pen** s'illustre également par l'adhésion toujours plus forte des Français aux thèmes du FN: 60% affirment qu'ils n'ont confiance ni en la gauche ni en la droite pour gouverner le pays (+8 points sur un an), 67% pensent qu'il y a trop d'immigrés en France (+2 points) et 50% sont pour le rétablissement de la peine de mort (+5 points). Autre résultat intéressant: le FN arrive à égalité avec l'UMP (36% de réponses favorables) à la question de savoir quel est le parti qui représente le mieux l'opposition de droite.

Quand on leur demande ce qu'ils éprouvent quand ils pensent à la politique, 36% des Français répondent de la méfiance et 31% du dégoût. Toutefois, ils sont 57% à déclarer s'intéresser plus ou moins à la politique. Et 63% continuent de penser que voter est le meilleur moyen d'exercer de l'influence sur les décisions politiques, plutôt que de manifester dans la rue (32%) ou de faire grève (23%). C'est de bon augure pour le niveau de participation aux élections municipales en mars prochains.

Etude réalisée en décembre 2013 par Opinion-Way auprès d'un échantillon de 1803 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales.

Par **LEXPRESS.fr**, publié le 13/01/2014

L'Engagement

Le Progrès c'est d'abord plus de Démocratie.



L'exemple du « télé vote », un exemple seulement, a déjà été testé dans quelques Pays pour exercer une démocratie plus participative. Il est plus largement utilisé pour ce que l'on connaît déjà, comme le vote, lors de « télé-réalités », lors de débats ou encore pour répondre à la question du jour proposée par des journaux télévisés, en regard de l'actualité.

Donc dans la pratique, si un système ludique de ce genre fonctionne, ne peut-il pas participer à renforcer sérieusement la forme démocratique. Et si un système permet plus de démocratie, pourquoi ne pas l'appliquer aux décisions importantes mais aussi à toutes les élections.

Il faut plus de Réunions Publiques et utiliser les Réseaux Sociaux, qui peuvent devenir un formidable outil, pour aider les gens à s'informer et à s'intéresser au destin de leur Pays. Bien informés, nous devenons alors de bons bâtisseurs.

Ce grand Projet reste avant tout une piste pour le changement.

C'est une piste audacieuse que nous jugeons nécessaire car nous pensons qu'elle anime les arrières pensées de beaucoup de français, et d'autres peuples.

Il apparaîtra peut-être très difficile de lutter contre certaines idées reçues, contre une certaine éduca-

tion ou programmation qui permettent au monde aujourd'hui de s'emballer, sans trop de contraintes.

Mais les peuples ne sont-ils pas là pour exercer cette contrainte.

Le Peuple n'est-il pas le seul Pouvoir et le seul Contre-pouvoir légitime ?

Vous avez fait l'effort de lire ce Projet jusqu'au bout. Bravo !

Vous connaissez maintenant nos positions et nos propositions. Si elles vous ont plu... Elles sont les vôtres. C'est à vous de décider si vous voulez les porter et fédérer autour de vous pour devenir les acteurs d'une grande Réforme.

Une Réforme historique...

Le Peuple français à besoin, en toute première intention, d'une Réforme Fiscale historique contre le Monde de la Finance. Sans cette Réforme majeure rien ne sera possible.

Alors faites passer le message.



« La société, ce n'est pas l'Etat. L'Etat n'est que le gérant d'une société anonyme qu'il a pris l'engagement de servir, mais qu'il ne se charge, en réalité, que d'exploiter. » Pierre Reverdy

ANNEXES



39

Tableaux

Analyse de la fiscalité en l'an 2000

La TAMF -Taxe Automatique su les Mouvements de Fond

40

Graphs

La Pyramide des Salaires

Une Taxe unique de 1% sur toutes les opérations bancaires débitrices

41

Documents

Liste des Taxes directes et indirectes (non exhaustive)

42

Liens

Marc CHESNEY

43

France Espérance

Tableaux

Analyse de la Fiscalité en l'An 2000

| Rentrées dans les caisses de l'Etat - dans le système fiscal actuel | | |
|---|---------------------|-------------------|
| | milliards de Francs | milliards d'Euros |
| TVA | 751 | 114 |
| IMPOTS SUR LE REVENU | 350 | 53 |
| IMPOTS SUR LES SOCIETES | 286 | 44 |
| TAXES SUR LES PRODUITS PETROLIERS | 166 | 25 |
| DROITS D'ENREGISTREMENTS | 141 | 21 |
| RECETTES FISCALES | 191 | 29 |
| TOTAL DES RECETTES | 1885 | 287 |
| DEPENSES BUDGETAIRES | 2001 | 305 |
| DEFICIT 1885 - 2001 = | -116 | -18 |

La TAMF - Taxe Automatique sur les Mouvements de Fond

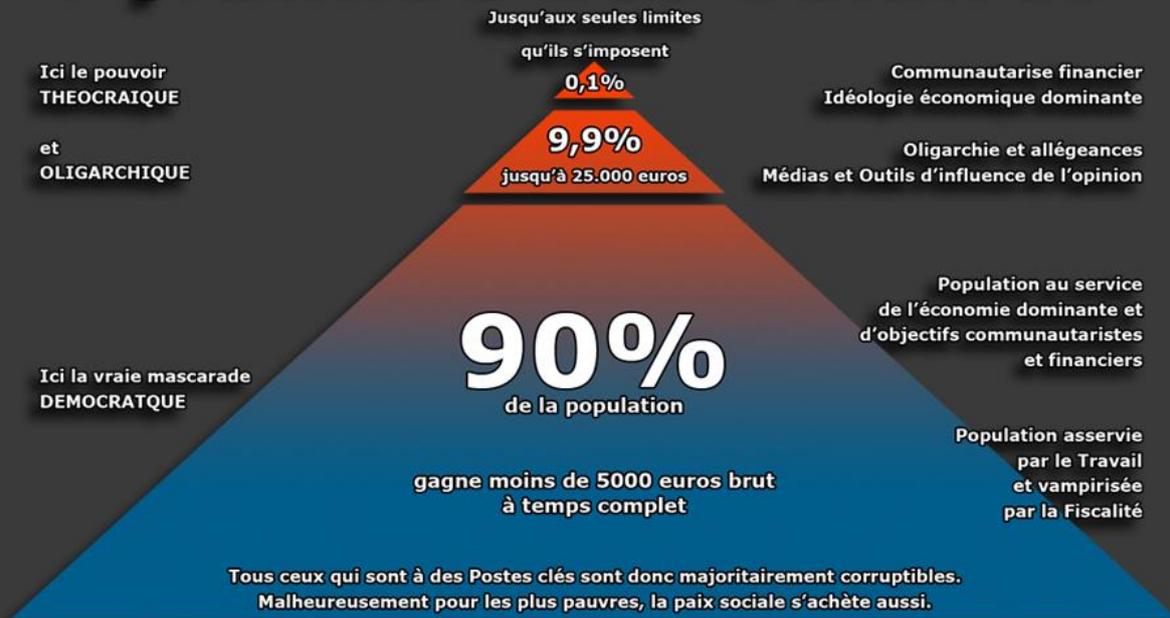
La TAMF est donc une NATIONALISATION rationnelle de la Taxe Tobin et s'articule comme suit.

| Prélèvement de la Taxe Automatique sur les Mouvements de Fond - TAMF | | | |
|--|------------------|---------------------|-------------------|
| | | milliards de Francs | milliards d'Euros |
| Mouvements interbancaires (chiffres officiels les + bas) en crédits | 1% de 35.594 | 356 | 54 |
| Mouvements interbancaires (chiffres officiels les + bas) en débits | 1% de 35.594 | 356 | 54 |
| Dépôts sur les CCP | 1% de 10.124 | 102 | 16 |
| Retraits sur les CCP | 1% de 9.060 | 91 | 14 |
| TAMF sur les Mvts de fonds dans les autres organismes financiers agréés, sur les mandats postaux, sur les caisses d'épargne, sur les mutuelles et les assurances | Non chiffré | x | x |
| TAMF appliquées sur les mouvements et engagements financiers intérieurs et extérieurs | 0,25% de 511.650 | 1.279 | 195 |
| TAMF appliquées sur les sociétés gérant flux et reflux et stock de produits financiers. Société Clearing. | 0,25% de 659.000 | 1.665 | 254 |
| Total partiel des recettes | | 3.849 | 587 |

Graphs

Une Taxe de 1% sur toutes les opérations bancaires débitrices

Pyramide des Salaires



L'impôt sur la fortune ne sert à rien. Mais collecter automatiquement 1% à tout le monde sur le volume de ses opérations débitrices (vie quotidienne et Affaires), ce n'est que Justice... Fiscale.

Nous appelons cette Justice Fiscale le « 1% ESPERANCE »

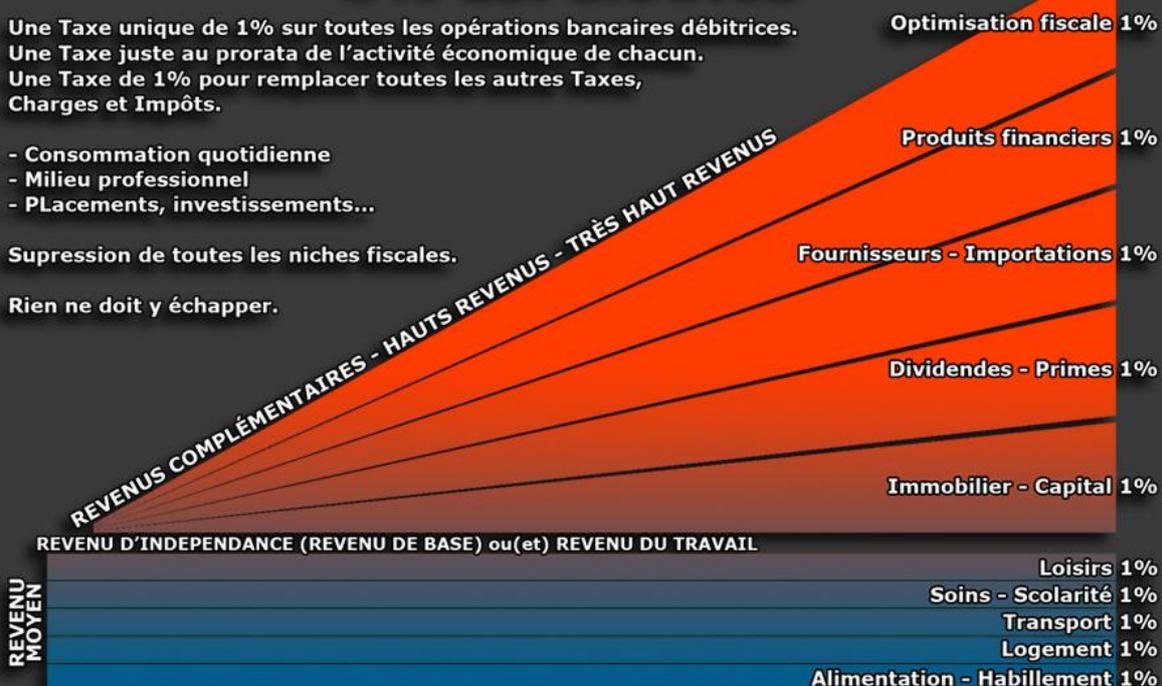
1% ESPERANCE

Une Taxe unique de 1% sur toutes les opérations bancaires débitrices.
 Une Taxe juste au prorata de l'activité économique de chacun.
 Une Taxe de 1% pour remplacer toutes les autres Taxes, Charges et Impôts.

- Consommation quotidienne
- Milieu professionnel
- Placements, investissements...

Suppression de toutes les niches fiscales.

Rien ne doit y échapper.



*ce taux de 1% peut être révisé en fonction des la conjoncture Économique et des besoins de l'État

Documents

Liste des Taxes directes et indirectes (non exhaustive)

- 1 – Impôt sur le revenu (IR)
- 2 – Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
- 3 – Impôt sur les sociétés (IS)
- 4 – Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)
- 5 – Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)
- 6 – Taxe d'habitation (TH)
- 7 – Cotisation foncière des entreprises (CFE)
- 8 – Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- 9 – Contribution sur les revenus locatifs (CRL)
- 10 – Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
- 11 – Taxe spéciale d'équipement (désormais remplacée par la taxe d'aménagement)
- 12 – Taxe additionnelle à la TFPNB
- 13 – Taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- 14 – Taxe destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (AUE)
- ...

Sérieusement... Nous ne pouvons pas mettre ici l'intégralité de cette liste tellement c'est odieux. Et en plus des taxes, nos fonctionnaires doivent prendre en compte toutes les niches fiscales et autres motifs d'exonération... Sinon ça serait trop simple.

- ...
- 345 – Droits de consommation sur les tabacs à priser
- 346 – Taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules instituée par l'article 101 bis du code général des impôts
- 347 – Fraction du quota de la taxe d'apprentissage
- 348 – Versement de l'établissement public prévu à l'article 46 de la loi de finances pour 1997 (établissement de gestion de la contribution exceptionnelle de France Télécom)
- 349 – Contribution de solidarité territoriale
- 350 – Fraction de la taxe d'aménagement du territoire
- 351 – Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires
- 352 – Contribution à l'audiovisuel public
- 353 – Fraction de TVA au 3° de l'article 241-2
- 354 – Fraction de TVA
- 355 – Fraction du produit des amendes forfaitaires
- 356 – Contribution des établissements de santé et médico-sociaux
- 357 – Taxe des industriels
- 358 – Fraction de 44 % de la taxe sur les dispositifs médicaux
- 359 – Contribution au fonds de garantie des dépôts
- 360 – CVO agricole

**Il faut vraiment balayer tout ça.
Ce n'est pas une réclamation... C'est une exigence.**

Pour la liste intégrale (toujours non exhaustive) nous donnons le lien page suivante

Liens

Sur le Blog de France Espérance dans l'article
- Pour une Révolution fiscale qui entrera dans l'Histoire -

Marc CHESNEY *La Crise permanente*

Marc Chesney nous explique comment lutter contre l'Aristocratie Financière



Toujours sur le Blog de France Espérance et dans le même article

Financer le RBI, c'est très simple!

Le RBI est un Revenu de Base Inconditionnel finançable!

Une vidéo qui vient complètement valider notre démarche.
Réforme Fiscale et Revenu d'Indépendance - « l'Association d'Idées »



Liste des taxes directes et indirectes (non exhaustives)

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/impots-vous-voulez-la-liste-168227>
Aujourd'hui j'ai décidé de faire un article sur les impôts.

France Espérance



La page d'accueil du BLOG <http://francesperance.revolublog.com/>
Le Projet <http://francesperance.revolublog.com/le-projet-c638271>

Pas d'aile droite sans aile gauche... l'Oiseau

*Un oiseau à besoin de ses deux ailes
pour prendre son envol, son essor.*

La France aussi

Ce **Magazine gratuit** à pour unique objet « l'Information et l'Éducation Populaire ». Il a été mis en page par FRANCE ESPERANCE. Les photos et les images utilisées n'ont aucune vocation de donner à ce magazine une valeur marchande, elles sont là uniquement pour illustrer, avec pertinence, les éléments de texte.

FRANCE ESPERANCE - 2 Cours de la Bône 56100 LORIENT - francesperance@hotmail.fr - LE MEUR Gilbert - CANCEL Thierry

« Dans un monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux. » Guy Debord / La Société du Spectacle

REALISME

Présidentielle

IDEALISME



Nous avons le Projet « utopique » présidentielle.

Il ne manque plus qu'une Réelle Volonté Politique pour le porter.



**Soutenons une Réforme courageuse
et historique de notre fiscalité désastreuse.**